



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Violence de la rente pétrolière : Algérie, Irak, Libye / Luis Martinez

éd. Presses de Sciences Po, 2010

cote : 57.326

Voilà un livre qui vient à point nommé pour fournir quelques explications aux crises qui secouent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient depuis la fin de l'année 2010. Certes, l'auteur, pas plus que d'autres observateurs, n'avait par exemple prévu l'apparition soudaine de la crise libyenne de février 2011. L'intérêt de l'ouvrage réside dans ce qu'il donne des éléments de causalité aux crises actuelles. Ecrit bien avant leur survenance, il n'est donc pas suspect de vouloir justifier *a posteriori* une crise qui aurait été annoncée. Les classes dirigeantes des autres pays producteurs de pétrole et de gaz, en particulier en Algérie, devraient à coup sûr prendre connaissance de ce petit ouvrage, même s'il faut garder à l'esprit qu'aucune situation n'est comparable à une autre et que, en particulier, les trois pays examinés par l'auteur : l'Algérie, la Libye et l'Irak ont des histoires très différentes.

L'auteur se penche sur ce qu'il est convenu d'appeler « la malédiction du pétrole » – et du gaz- qui frappe les pays riches en hydrocarbures, dont il dénonce « l'économie du (gas) pillage ».

Ce livre est issu d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches, et hésite d'ailleurs entre deux styles, celui, assez polémique, du journaliste, et celui, plus rigoureux, de l'universitaire. L'auteur a composé son ouvrage en rédigeant cinq chapitres. Les quatre premiers font une analyse synoptique et historique des trois pays retenus dans le mémoire initial. Le cinquième chapitre, apparaissant comme ajouté aux précédents, traite des relations entre l'Algérie et la Libye d'une part, et l'Union Européenne de l'autre.

L'histoire pétrolière de l'Algérie, de la Libye et de l'Irak est évidemment différente d'un pays à l'autre. L'Irak a une grande antériorité puisque, bien avant que les Américains du XIX^{ème} siècle n'utilisent le pétrole pour s'éclairer, les Mésopotamiens avaient observé les affleurements d'hydrocarbures entre Tigre et Euphrate. L'histoire récente de ces trois pays leur est davantage commune : colonisation par des puissances concurrentes : Turquie, Italie,



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/). Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

France, et mise en développement des ressources naturelles par les mêmes pays colonisateurs.

C'est à partir de la fin des années soixante que l'auteur commence son analyse : révolution de 1968 en Irak, coups d'Etat de 1963 en Algérie et de 1969 en Libye, suivis de la nationalisation des actifs pétroliers et gaziers. Les années soixante-dix ont été caractérisées par une centralisation des pouvoirs politiques et économiques dans chacun de ces pays. Les deux derniers chocs pétroliers (1973 et 1979) ont provoqué une augmentation considérable des recettes d'exportation pétrolière et, partant, des ressources budgétaires – ou extra budgétaires.

L'auteur s'emploie alors à décrire les mécanismes de captation de la rente par les organisations révolutionnaires nationalistes qui ont pu se maintenir au pouvoir par le monopole qu'elles exercent sur l'utilisation de la rente.

Cette période faste s'achève en 1986, quand les prix du pétrole s'effondrent : les économies occidentales s'adaptent à une énergie chère, la croissance ralentit et l'Arabie Saoudite cesse de jouer son rôle de régulateur des prix au sein de l'OPEP. L'Irak, de plus, est ruiné par sa guerre contre l'Iran. Les années quatre-vingt-dix sont encore plus sombres : embargo quasi-total contre l'Irak, partiel contre la Libye et guerre civile destructrice en Algérie.

L'auteur décrit les moyens mis en œuvre dans ces pays pour concentrer pouvoirs économiques et politiques. Il parle de « régimes mafieux », « d'économies en faillite » et de « déconstruction de l'Etat bienfaiteur ».

Les progrès enregistrés pendant les années fastes : développement des infrastructures, accès à l'éducation et aux soins, croissance économique et réduction du chômage, disparaissent avec la crise des recettes extérieures de pays entièrement dépendants d'une seule ressource et obligés de s'endetter pour survivre.

La qualification du pétrole « excrément du diable » attribué au père fondateur de l'OPEP, le vénézuélien Juan Pablo Perez Alfonzo, semble donc ne jamais avoir été aussi bien méritée. Epuisées par les guerres internes ou externes, ces économies, au tournant du siècle, s'ouvrent aux investissements internationaux : en 1999 en Libye, deux semaines après la levée de l'embargo, en Algérie et en Irak plus lentement, en rencontrant des résistances internes assez fortes.



Académie des sciences d'outre-mer

Mais ce qui va sauver ces économies, c'est la forte augmentation des prix du pétrole observée à partir de 2004.

Le chapitre IV du livre décrit ce retournement : croissance forte, désendettement, réduction du chômage, accompagné de changements politiques : réconciliation nationale en Algérie, reconstitution de l'Etat en Irak. « Les énergéticiens chassent les idéologies nationalistes » nous dit l'auteur. Cette manne financière inattendue n'élimine pas pour autant la question fondamentale de la « maladie hollandaise » qui frappe les économies pétrolières, et dont l'auteur décrit les étapes et la progression dans les trois pays retenus.

En réalité, comme on le constate aujourd'hui, la manne financière, générée par la forte augmentation du prix des matières premières et de l'énergie des années 2004-2008, n'a pas été mise à profit par les gouvernements concernés pour réaliser les investissements nécessaires en matière d'éducation ou d'équipements publics qui auraient permis de donner un nouveau souffle au développement de leurs pays. Le chômage, notamment des jeunes qui constituent la majorité de ces populations, l'augmentation du prix des denrées de base, l'aspiration à une participation plus active à la vie politique, constituent les ferments des crises qui se déroulent sous nos yeux en ce printemps 2011 dans les pays riches en hydrocarbures en particulier. Les gouvernements sont obligés de réagir dans l'urgence, souvent sous la pression des grands pays consommateurs, et en subissant les conséquences irrésistibles de l'utilisation d'internet, ennemi invisible et difficilement saisissable.

Des contre-exemples sont mentionnés : la Norvège, pays éminemment démocratique, et la Malaisie. Il aurait été intéressant d'approfondir la comparaison, et d'identifier les clés du succès dans les pays échappant à la malédiction du pétrole. D'autant que le monde a largement évolué depuis les années soixante, y compris dans le domaine de l'énergie : la transparence financière s'est considérablement accrue, avec l'adoption en 2002 de l'Initiative de Transparence des Energies Extractives, dont l'Irak est maintenant membre, et le dialogue producteurs-consommateurs s'est largement développé.

La période qui s'ouvre va aboutir à la construction d'un nouveau modèle, fortement marqué par le renouveau du nationalisme qui a caractérisé ces changements, mais aussi par la nécessaire ouverture aux investissements internationaux, l'une des clés de la relance économique indispensable au développement de ces pays.

Hubert Loiseleur des Longchamps